

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du logement du Grand Est

Strasbourg, le 31 janvier 2019

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société RAVAGO Building Solutions France à Drusenheim
Reprise de l'exploitation des activités classées précédemment exploitées par la société
Dow France à Drusenheim

PJ : un projet de prescriptions

1- Présentation de la demande

2- Éléments d'appréciation fournis par l'exploitant

3- Analyse de l'inspection et conclusions

Annexe : Plan de situation de la plateforme industrielle de Drusenheim

1- Présentation de la demande

La société DOW France exploite à Drusenheim une unité de fabrication de mousses de polystyrène. Cet atelier est implanté sur la plateforme industrielle de Drusenheim où la société DOW AGROSCIENCES exploite des installations de production de produits phytosanitaires.

Le groupe Dow-Dupont a cédé son activité son unité de production de mousses de polystyrène à la société RAVAGO Building Solutions France qui est une entreprise, spécialisée dans la fabrication de mousses de polystyrène.

Basé en Belgique, le groupe RAVAGO exploite onze unités de production de mousses de polystyrène en Europe depuis le rachat des activités européennes de Dow-Dupont dans ce domaine.

En France, en plus de l'unité de Drusenheim, le groupe RAVAGO exploite également une unité de production de mousses de polystyrène dans les Pyrénées-Atlantiques.

Ainsi, RAVAGO a informé Monsieur le Préfet du Bas-Rhin le 30 novembre 2018 de la reprise de l'activité de l'unité Mousses auparavant exploitée par la société Dow France à Drusenheim qui bénéficie d'une autorisation préfectorale en date du 16 mai 2017.

Cette modification nécessite d'acter le changement d'exploitant pour l'unité de production de mousses de polystyrène et d'encadrer son exploitation par des prescriptions appropriées dont le partage des responsabilités.

C'est l'objet du présent rapport.

2- Éléments d'appréciation fournis par l'exploitant

2-1 Contexte lié au changement d'exploitant

Le futur exploitant précise dans son information l'achat de terrains, de bâtiments et d'installations classées de l'ancien exploitant (cf articles 1,2,1 et 1,2,4 modifiés du projet d'arrêté joint).

Le périmètre ICPE est donc ainsi modifié par la reprise de l'exploitation, avec une légère baisse des volumes autorisés indiqués dans l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2013 modifié le 16 mai 2017.

Cette transaction se situe dans le cadre plus large de la vente par le groupe Dow-Dupont du secteur européen des mousses de polystyrène XPS au groupe RAVAGO. Cette transaction comprend au total sept usines en Europe.

2-2 Éléments administratifs, techniques

Éléments administratifs

Le nouvel exploitant n'apporte pas de changement dans l'exploitation et les volumes des activités de production déjà autorisées (enregistrées aujourd'hui par les modifications de seuils de la nomenclature des ICPE).

Les modifications constatées sont les suivantes :

- une activité de stockage de cartons et d'emballages soumise à déclaration prend place dans un hall existant qui appartenait à Dow France,
- le remplissage des réservoirs des chariots élévateurs soumis à déclaration (7 m³) depuis un stockage de propane est repris par Dow AgroSciences,
- le stockage de matières plastiques autorisé est réduit à 84 400 m³ au lieu de 113 500 m³

Ces modifications n'entraînent pas de classement plus sévère des installations existantes. D'autre part, le site n'est pas classé Seveso et n'est pas soumis à garanties financières selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

Éléments techniques – Convention entre les exploitants de la plate-forme industrielle

Sur le plan de la gestion de la sécurité et de l'environnement, la société RAVAGO Building Solutions France prend les mesures nécessaires actuelles pour assurer la continuité de la politique de prévention et d'amélioration continue en matière de sécurité et de protection de l'environnement. Une convention est établie entre la société TRANSCENDIA France et Dow AgroSciences qui définit les responsabilités respectives. Le projet de prescriptions en rappelle les termes retenus (article 1,3,2 du projet d'arrêté).

Pour les installations classées reprises la société RAVAGO Building Solutions France, elles restent disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation qui a conduit à l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2013 modifié le 16 mai 2017.

Ainsi, aucune modification notable aux installations n'est apportée par la société RAVAGO Building Solutions France.

L'accès au site (piétons, véhicules légers et lourds) s'effectue dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.

2-3 Éléments environnementaux

Eau et rejets aqueux

L'eau n'est plus prélevée directement par RAVAGO BUILDING SOLUTIONS France dans la nappe phréatique. Les conditions actuelles de prélèvement d'eau dans le réseau public et le réseau industriel géré par Dow AgroSciences ne sont pas modifiées.

Le refroidissement des process de fabrication constitue le poste essentiel de la consommation d'eau.

Les rejets aqueux sont composés d'eaux sanitaires et pluviales et rejetées avec les eaux de Transcendia France et de Dow AgroSciences après passage dans les bassins de rétention gérés par Dow AgroSciences.

La société RAVAGO Building Solutions France assure la maintenance et la surveillance de son réseau de collecte (article 4,2,3 du projet d'arrêté joint).

Rejets atmosphériques

Les rejets issus des unités de fabrication sont suivis par l'exploitant. Le projet d'arrêté préfectoral reprend l'ensemble des paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2013 modifié (cf. article 3,2,5 du projet d'arrêté joint).

Sols et eaux souterraines

Des mesures sont prises pour éviter une contamination des sols et du sous-sol. Le suivi des eaux souterraines est réalisé par le nouvel exploitant (cf. article 9,2,4 du projet d'arrêté) sur la base du réseau actuel.

Bruit et vibrations

Les mesures réalisées en décembre 2014 ne montrent pas de dépassement par rapport aux seuils fixés dans le projet de prescriptions (art 6,2,2 du projet d'arrêté joint).

Déchets

Le suivi des déchets mis en place par Dow France sera poursuivi par le nouvel exploitant.

Cessation des activités

Les mesures suivantes indiquées dans le projet d'arrêté sont prévues. Il s'agit notamment de :

- mettre en sécurité l'unité,
- éliminer les sources éventuelles de pollution,
- permettre une réutilisation du site à des fins de zones d'activités.

Le projet de prescriptions rappelle les objectifs relatifs à la cessation des activités (art 1,7,6 du projet d'arrêté joint).

2-4 Risques accidentels - Mesures de prévention et de protection

Gestion des risques

La société RAVAGO Building Solutions France intègre dans son organisation le système de gestion de la sécurité de la plateforme industrielle de Drusenheim.

Dans ce cadre, elle applique son plan d'urgence, les formations et les exercices identiquement à Transcendia France et Dow AgroSciences.

Les modifications apportées à ses installations font l'objet d'une information partagée via un système informatisé par les 3 exploitants et selon les termes de la convention précisés à l'article 1,3,2 du projet d'arrêté.

Identification des risques

L'exploitant tient à jour l'inventaire des produits utilisés et identifie les zones à risques reportées sur un plan tenu à jour.

Moyens de prévention et de protection

Les installations font l'objet de contrôles réguliers et d'une maintenance appropriée (rétentions, défense incendie notamment). Les eaux incendie rejoignent le bassin de confinement de 1 900 m³ géré par Dow AgroSciences.

3 - Analyse de l'Inspection et conclusions

Sur la base des éléments fournis par la société RAVAGO Building Solutions France relatifs à la reprise des activités de Dow France, l'inspection note :

- que les modifications n'entraînent pas de classement plus sévère des installations existantes,
- que les conditions d'exploitation, excepté la gestion des rejets aqueux confiée à Dow AgroSciences notamment, ne sont pas modifiées.
- que les dispositions présentées par l'exploitant ne conduisent pas à augmenter les risques au regard des intérêts à protéger visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Aussi, l'inspection propose :

- d'acter par voie d'arrêté la reprise de l'exploitation de Dow France par la société RAVAGO Building Solutions France et de prescrire des mesures contenues dans le projet d'arrêté joint au présent rapport dont la mise en place d'une convention entre TRANSCENDIA France et Dow Agrosciences,
- après avis du CODERST, d'émettre un avis favorable sur le projet de prescriptions réglementaires joint au présent rapport.